

27 33) Demande de prêt de 6.500.000. Fr CFA. auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS, en vue du financement de l'acquisition du terrain de Mme VERDIN, sis rue Pasteur à Saint-Denis, destiné à la création d'une voie de dégagement pour l'Hôtel de Ville.

Le Maire donne lecture du rapport :

" Messieurs,

Par délibération en date du 18 Octobre 1962 qui a reçu un avis favorable du Comité des Prêts le 4 Décembre 1962, le Conseil Municipal m'avait autorisé à solliciter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations un emprunt de 26.037.500. Fr CFA. pour l'acquisition de divers terrains comprenant notamment celui de Mme VERDIN, sis rue Pasteur, destiné à la création d'une voie de dégagement pour l'Hôtel de Ville, pour un montant de 6.500.000. Fr CFA.

La Caisse des Dépôts et Consignations ayant accordé la priorité aux terrains destinés aux constructions scolaires, cette demande d'emprunt était restée "en attente".

M. le Trésorier Payeur Général, représentant la Caisse des Dépôts et Consignations à la Réunion m'avait conseillé d'adresser une demande auprès de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance de la Réunion, mais celle-ci n'est pas en mesure de consentir ce prêt à la Commune de Saint-Denis.

Par ailleurs, la Préfecture vient seulement de nous adresser le certificat constatant l'opportunité et l'urgence de cette réalisation.

Je vous demande donc, Messieurs, de bien vouloir m'autoriser à adresser une nouvelle demande de prêt de 6.500.000. Fr CFA. à la Caisse des Dépôts et Consignations, en vue du financement de l'acquisition du terrain VERDIN.

Mis aux voix, le rapport présenté par le Maire est adopté à l'unanimité, à l'exception de M. FORT qui s'est abstenu volontairement,

et, après débats, le Conseil Municipal prend la délibération dont la teneur suit :

Après débats, le Conseil Municipal vote à l'unanimité la délibération dont la teneur suit :

Article 1er

Monsieur le Maire est invité à réaliser auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS ou l'une des Caisses dont elle a la gestion, aux conditions de ces Etablissements et au taux d'intérêt de 5 % l'emprunt de la somme de ~~130.000~~ N.F. (soit Frs CFA ~~6.500.000~~) destinée à financer

" l'acquisition partielle du terrain de Mme VERDIN sis rue Pasteur
" à Saint-Denis, en vue de la création d'une voie de dégagement
" pour l'Hôtel de Ville.
"

et dont le remboursement s'effectuera en 15 années à partir de 1965.

Article 2

La Commune disposera, pour retirer les fonds, d'un délai de 6 mois à partir de la date de la signature du contrat par le Directeur Général de la Caisse des Dépôts.

Si à l'expiration de ce délai, la totalité des fonds n'a pas été retirée, la Caisse des Dépôts procédera à l'annulation du contrat ou à la réduction de son montant.

Article 3

Pour se libérer de la somme empruntée la Commune paiera quinze annuités constantes de ~~12.524,48~~ N.F. (soit Frs CFA ~~126.224.-~~) comprenant le capital et les intérêts.

Article 4

Toute annuité non versée à la date à laquelle elle sera devenue exigible portera intérêt de plein droit à partir de cette date au taux du prêt majoré de 1 %.

Article 5

La Commune aura la faculté d'effectuer des remboursements par anticipation au cours de la deuxième moitié de la période d'amortissement mais seulement à la date d'une échéance normale et avec préavis d'un an.

Ces remboursements donneront lieu au paiement d'une indemnité égale au montant d'un semestre d'intérêts du capital remboursé par anticipation.

Article 6

La Commune s'engage :

- 1°) à affecter, dès leur encaissement, à des remboursements anticipés, pour lesquels il ne sera exigé ni préavis ni indemnité, les subventions qui viendraient à être attribuées après la réalisation du prêt et auraient pour effet de réduire sa participation dans le coût de l'opération à une somme inférieure au montant du prêt ;
- 2°) à reverser sans délai les sommes non employées, dans le cas où l'opération pour laquelle le prêt a été consenti ne serait pas réalisée ou serait d'un coût inférieur au montant prévu.

Article 7

La Commune prendra à sa charge les impôts présents et futurs ainsi que les droits et frais pouvant résulter du présent emprunt.

Approuvé
le 12 Août 1964

e Secrétaire Général

Signé: J. Cluchard